

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa cinquante-neuvième session,
18-26 novembre 2010**

N° 26/2010 (République populaire de Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 6 juillet 2010

Concernant: Zhisheng Gao

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail a transmis une communication adressée au Gouvernement le 13 août 2010.

2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas fourni les informations demandées.

3. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits

de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III).

4. Eu égard aux allégations présentées, le Groupe de travail aurait apprécié la coopération du Gouvernement. En l'absence de toute information du Gouvernement, il considère qu'il est en mesure de rendre un avis concernant les faits et circonstances de l'affaire, d'autant plus que le Gouvernement n'a pas contesté les faits et allégations contenus dans la communication.

5. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail.

6. Zhisheng Gao est un citoyen chinois, avocat de profession, né le 20 avril 1964. Il a été arrêté le 4 février 2009 à son domicile dans le village de Xiao Shi Ban Qiao (comté de Jia, province du Shaanxi), par au moins sept agents de sécurité appartenant à la police municipale locale de Yulin et à la police de Beijing.

7. D'après la source, Zhisheng Gao est un des avocats et défenseurs des droits de l'homme les plus connus du pays. Il s'est fait connaître dans les années 1990 en représentant des ruraux contre la corruption généralisée au niveau local. En 2001, le Ministère de la justice l'a désigné comme l'un des 10 meilleurs avocats chinois. En 2005, sa licence permettant d'exercer a été annulée et son étude a été fermée; ces mesures auraient fait suite aux lettres ouvertes qu'il avait adressées au Congrès national populaire et au Parti communiste demandant que cessent les atteintes et les agressions perpétrées contre des groupes religieux. Sa famille, y compris sa fille âgée de 12 ans à l'époque, a été placée sous surveillance.

8. La source ajoute qu'aucun mandat d'arrestation n'a été délivré. Les autorités n'ont porté officiellement aucune charge contre Zhisheng Gao ni invoqué de texte de loi. Elles n'ont pas reconnu publiquement qu'elles détenaient Zhisheng Gao mais des témoins l'ont vu accompagné par des fonctionnaires de sécurité dans le Shaanxi. Il n'a pas été inculpé et sa famille n'a pas été informée du lieu où il se trouve ni de la raison de sa détention.

9. D'après la source, en janvier 2010, le Ministère des affaires étrangères a indiqué que «les autorités judiciaires compétentes [avaient] statué sur ce cas» et que Zhisheng Gao était «là où il doit être en vertu de la loi chinoise». Le 15 février 2010, l'ambassade de Chine à Washington (États-Unis) a informé la Fondation Dui Hua que Zhisheng Gao «travaillait à Urumqi», mais sa famille n'était pas au courant et n'avait pas eu de nouvelles directes de lui.

10. En décembre 2006 Zhisheng Gao a été reconnu coupable d'incitation à la subversion après avoir fait des aveux forcés en raison des menaces proférées contre ses enfants. Il a été condamné à une peine d'emprisonnement de quatre ans avec sursis assortie de cinq ans de mise à l'épreuve et assigné à résidence. Plus tard, il a déclaré que, pendant ses cinquante-quatre jours de détention, il avait été frappé presque continuellement ou forcé de rester assis sans bouger, sous des lumières aveuglantes. En septembre 2007, il a de nouveau été arrêté après avoir adressé une lettre ouverte au Congrès des États-Unis pour exposer les violations des droits de l'homme en Chine. Il a été placé en détention et aurait été torturé pendant treize jours.

11. D'après la source, la détention de Zhisheng Gao est arbitraire en ce que le Gouvernement n'a invoqué aucun fondement juridique justifiant sa privation de liberté. Zhisheng Gao n'a pas été inculpé d'une infraction qualifiée dans le Code pénal ou en vertu d'une autre loi chinoise. En outre, sa détention actuelle est peut-être liée à des actions pour lesquelles il a déjà été arrêté précédemment, en particulier pour avoir pris la défense de groupes religieux persécutés.

12. Zhisheng Gao est en détention pour avoir exercé les droits ou les libertés garantis par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les articles 18, 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la Chine a signé mais n'a pas encore ratifié. La source souligne que, en tant que signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'État est tenu de s'abstenir d'actes qui iraient à l'encontre des buts et objectifs de l'instrument.

13. En outre, la détention au secret de Zhisheng Gao pendant plus d'un an et cinq mois sans inculpation, et sans que sa famille ait été informée, constitue un manquement manifeste aux normes internationales relatives à un procès équitable, d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire. De plus, Zhisheng Gao n'a pas pu exercer le droit de choisir un avocat et de s'entretenir avec lui.

14. La source ajoute que la détention de Zhisheng Gao constitue également une violation du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, consacré par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Sa détention résulte directement de l'exercice de la liberté de pensée et de conscience ainsi que de son action résolue en faveur de la protection du droit constitutionnel à la liberté de religion (art. 36 de la Constitution de la Chine). En outre, elle constitue une violation du droit de réunion et d'association pacifiques consacré par l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les articles 21 et 22 du Pacte et résulte de son association pacifique avec les minorités religieuses.

15. La source conclut que Zhisheng Gao est détenu en violation également des articles 35, 36, 37, 41, 51 et 125 de la Constitution et des articles 64, 69 et 75 du Code de procédure pénale chinois. Il y a également violation des droits énoncés dans l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (résolution 43/173 de l'Assemblée générale).

16. Le Gouvernement n'a pas répondu dans les délais à la lettre du Président du Groupe de travail en date du 6 juillet 2010 et n'a pas demandé de délai supplémentaire pour faire parvenir sa réponse, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 16 des Méthodes de travail du Groupe de travail. Dans ces conditions, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis.

17. Zhisheng Gao est un brillant avocat connu pour son action de défense des droits de l'homme, en particulier des droits des personnes à faible revenu. Il lutte contre la corruption et les violations des droits des groupes religieux. En raison de ses activités, il lui a été interdit de travailler en 2005. Il a ensuite été arrêté et torturé à plusieurs occasions, assigné à domicile et condamné pour subversion.

18. D'après la source, le 4 février 2009 il a été arrêté sans mandat et il n'a pas été informé de façon précise des charges retenues contre lui. En outre, sa famille n'a pas été informée des raisons de sa détention. Zhisheng Gao n'a pas bénéficié de l'assistance d'un avocat ni eu un procès équitable. Les seules informations dont dispose la source et qui émanent d'une autorité officielle sont que «Zhisheng Gao est où il doit être eu égard aux lois de la République populaire de Chine et il travaille à Urumqi». La famille de Zhisheng Gao n'a pas été en mesure de confirmer sa situation étant donné qu'elle n'avait aucun renseignement précis concernant le lieu de sa détention ni les faits survenus après son arrestation et son procès. Des allégations d'une telle gravité n'ont pas suscité de réaction de la part du Gouvernement, en dépit des informations qui lui ont été adressées.

19. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail considère que le Gouvernement, qui n'a pas contesté la communication, reconnaît que Zhisheng Gao est entre ses mains depuis le 4 février 2009 et que depuis cette date aucune charge n'a été signifiée à Zhisheng Gao; celui-ci n'a pas été autorisé à s'entretenir avec son avocat; sa famille ne sait pas ce qu'il est advenu de lui ni où il se trouve, s'il a été jugé ou quelle est sa situation actuelle. Le

Groupe de travail estime donc que, s'il a été jugé, Zhisheng Gao n'a pas bénéficié d'un procès équitable, étant donné notamment que la seule justification de son arrestation, au vu des éléments exposés plus haut, tient aux fortes convictions qu'il a exprimées, les motifs allégués du retrait de sa licence et son dossier pénal. Le Groupe de travail estime qu'une telle situation est contraire aux articles 9, 10, 11 et 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

20. Le Groupe de travail invite de nouveau le Gouvernement chinois à envisager de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qu'il a déjà signé. Comme suite à l'avis rendu, le Groupe de travail demande au Gouvernement de libérer immédiatement Zhisheng Gao et de lui accorder réparation pour le préjudice subi. Il l'engage également à prendre des mesures pour que la pratique en matière d'arrestation, de détention et de procès soit conforme au droit international.

[Adopté le 19 novembre 2010]
